REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

REGLEMENT INTERIEUR DE L'ORDRE NATIONAL DES EXPERTS COMPTABLES

Article 1er :

Conformément aux dispositions du décret exécutif n° 11-25 du 27 janvier 2011 susvisé, le présent règlement intérieur a pour objet de définir les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'ordre national des experts comptables, dénommé ci-après « l'ordre national».

TITRE I

ORGANISATION DE L'ORDRE NTIONAL DES EXPERTS COMPTABLES

Article 2:

L'ordre national des experts comptables est composé des organes suivants :

- L'assemblée générale ;
- Le conseil national de l'ordre national des experts comptables.

CHAPITRE I

L'ASSEMBLEE GENERALE

Article 3 :

L'assemblée générale est l'organe délibérant de l'ordre national des experts comptables, constituée de l'ensemble de ses membres inscrits au tableau, à jour de leur cotisation.

Elle est chargée :

- de statuer sur les bilans d'activité, le rapport moral, la situation financière et le budget du conseil national de l'ordre national ;
- de se prononcer sur le règlement intérieur ainsi que les modifications qui lui sont apportés ;
- de procéder à l'élection et au renouvellement des membres du conseil national de l'ordre national ;
- d'autoriser les acquisitions d'immeubles ;
- d'autoriser le parrainage, les dons et legs après en avoir vérifié la compatibilité avec les buts assignés à l'ordre national, et le respect de la législation en vigueur ;
- de fixer le montant des cotisations annuelles ;
- de se prononcer sur toute proposition de transfert du siège en dehors de la wilaya d'Alger ;

- de se prononcer sur les propositions du conseil national de l'ordre national d'adhérer à des associations régionales ou internationales poursuivant les mêmes buts ou des buts similaires dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;
- de se prononcer sur les propositions du conseil national de l'ordre national, en matière d'implantation territoriale de l'ordre national ;
- d'élire un censeur parmi ses membres pour un mandat de trois (03) années.

Article 4 :

Les professionnels, inscrits au tableau de l'ordre national des experts comptables, sont convoqués à une assemblée générale ordinaire au moins une fois par an, au cours du mois d'octobre, sur convocation du président du conseil national ou sur demande des deux tiers (2/3) de ses membres, et ce, au moins deux (2) semaines avant la date fixée pour la réunion.

Des assemblées générales extraordinaires peuvent être convoquées à la demande du président ou des deux tiers (2/3) des membres du conseil national ou à la requête écrite et motivée d'un cinquième (1/5) au moins des membres de l'ordre national des experts comptables.

Outre les modalités relatives au mode de convocation à l'assemblée générale prévues par l'article 20 du décret exécutif n°11-25 du 7 janvier 2011 susvisé, le conseil national de l'ordre national peut, le cas échéant, informer les membres par courrier électronique.

La lettre de convocation doit comporter :

- La proposition d'ordre du jour arrêté par le conseil national de l'ordre national ;
- La date, l'heure et le lieu de la tenue de l'assemblée générale ;
- Le texte des projets de résolutions proposées.

Les documents soumis à l'approbation de l'assemblée générale notamment le texte des projets de résolution proposées, doivent être mis à la disposition des membres au moins quinze (15) jours avant la date de tenue de l'assemblée générale.

L'assemblée générale examine les propositions portées à son ordre du jour et peut les modifier.

Article 5:

L'assemblée générale est ouverte à chaque expert comptable inscrit au tableau de l'ordre national des experts comptables, à la date de la tenue de ladite assemblée.

Article 6 :

L'assemblée générale élit son bureau parmi les membres présents, par vote à main levée ou tout autre moyen de décompte fiable de voix.

Le bureau élu, est constitué d'un président de séance, de deux assesseurs et d'un rapporteur de séance.

Le président dirige les travaux de l'assemblée.

Article 7 :

L'assemblée générale élit un censeur pour une durée de trois années.

Le censeur élu parmi les membres de l'ordre national des experts comptables est chargé de faire un rapport à l'assemblée générale sur les comptes de l'exercice clos après toutes vérifications qu'il juge utiles.

La fonction de censeur est incompatible avec celle de membre du conseil national de l'ordre national.

Le censeur ne peut recevoir que le remboursement des frais exposés à l'occasion de la mise en œuvre de sa mission.

Article 8 :

A l'entrée en séance, tous les membres présents doivent émarger sur la feuille de présence.

L'émargement est subordonné :

- à la présentation de la carte professionnelle de l'intéressé et/ou à une pièce d'identité ;
- au paiement des cotisations ;
- à la procuration éventuelle du mandant à un autre membre.

La feuille de présence dûment émargée par les membres présents ou représentés est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée et annexée au procès verbal de séance.

Article 9 :

Un membre de l'ordre national ne peut se faire représenter que par un autre membre de l'ordre national.

Chaque membre de l'ordre national ne peut recevoir plus d'un mandat pour représenter un autre membre.

La procuration n'est valable que si elle porte :

- l'indication de la date de l'assemblée générale ;
- la signature du mandant avec son cachet humide et son numéro d'agrément ;
- le nom du mandataire ;
- le motif de la représentation.

Article 10 :

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins des membres en exercice inscrits au tableau de la l'ordre national des experts comptables est présente. Si le quorum requis n'est pas atteint, une deuxième réunion de l'assemblée générale est convoquée dans les mêmes formes que la première et doit se tenir dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de la première réunion avec le même ordre du jour et peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

Chaque membre présent a une voix.

Article 11 :

Les résolutions de l'assemblée générale sont adoptées à la majorité des votants présents ou représentés.

Article 12 :

Le bureau de l'assemblée générale présente les résolutions pour adoption à l'assemblée générale, rédige et signe en séance tenante le procès verbal des résolutions prises, indiquant pour chacune d'elles les conditions de son adoption.

Article 13 :

A la fin de chaque assemblée générale, le procès verbal des résolutions prises est remit au conseil national de l'ordre national pour publication dans la presse nationale.

CHAPITRE 2

LE CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE NATIONAL DES EXPERTS COMPTABLES

SECTION 1

COMPOSITION DU CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE NATIONAL DES EXPERTS COMPTABLES

Article 14 :

Le conseil national de l'ordre national est composé de neuf (9) membres élus par l'assemblée générale parmi les membres agréés et inscrits au tableau de l'ordre national des experts comptables à jour de leurs cotisations.

Les neuf (9) membres élus sont ceux qui ont obtenu le plus grand nombre de voix, proclamés successivement président, secrétaire général et trésorier et les six autres membres sont classés dans l'ordre déterminé selon le nombre décroissant de voix qu'ils ont obtenu. En cas d'égalité des voix, le plus ancien dans la profession l'emporte.

Article 15 :

Le bureau du conseil national de l'ordre national est constitué du président, du secrétaire général et du trésorier.

Le bureau se réunit au moins une fois par mois.

Article 16 :

Le conseil national de l'ordre national coordonne ses activités avec le ministre chargé des finances qui nomme à cet effet un représentant au sein de ce conseil national.

Article 17:

En cas de vacance d'un poste au sein du conseil national, pour quelque motif que ce soit, les autres membres pourvoient à son remplacement par le candidat le mieux placé lors de la dernière élection.

Quand cette vacance concerne le poste de président du conseil national, les membres du conseil national élisent parmi eux le nouveau président.

En cas de vacance simultanée de trois membres au moins, les autres membres du conseil national convoquent une assemblée générale élective pour pourvoir à leur remplacement.

Les membres élus terminent le mandat des membres qu'ils remplacent.

Article 18 :

Le siège du conseil national de l'ordre national est fixé à Alger.

Sur proposition des membres du conseil national de l'ordre national et après accord de l'assemblée générale, il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national par arrêté du ministre chargé des finances.

SECTION 2

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE NATIONAL DES EXPERTS COMPTABLES

Article 19 :

Les dépenses du conseil national de l'ordre national sont couvertes principalement par une cotisation à la charge des professionnels, personnes physiques ou morales, inscrites au tableau de l'ordre national des experts-comptables. Les professionnels doivent s'acquitter obligatoirement du montant de leurs cotisations sous peine de suspension ou de radiation.

Le montant de la cotisation est fixé, annuellement, par l'assemblée générale sur proposition du conseil national de l'ordre national des experts comptables et sur présentation d'un budget prévisionnel constitué de dépenses de fonctionnement et de dépenses d'investissement.

Article 20 :

Les fonctions des membres du conseil national de l'ordre national ne sont pas rémunérées. Toutefois, il leur est autorisé le remboursement des frais qu'ils engagent à l'occasion de l'accomplissement de leurs missions.

Article 21:

Sur proposition du président du conseil national de l'ordre national et après accord du conseil national de l'ordre national :

- au minimum trois (3) membres du conseil national de l'ordre national sont désignés au sein du conseil national de la comptabilité ;

- au minimum deux (2) membres parmi les membres du conseil national de l'ordre national et/ou des membres de l'ordre national des experts comptables sont désignés au sein de chacune des cinq (5) commissions paritaires créées auprès du conseil national de la comptabilité.

Les membres désignés du conseil national de l'ordre national sont tenus de transmettre les comptes-rendus de chaque réunion afin que le conseil national de l'ordre national soit informé des décisions prises au niveau du conseil national de la comptabilité et des commissions paritaires.

Article 22 :

Le conseil national de l'ordre national peut, par résolution, désigné un (1) ou deux (2) membres au niveau de leur wilaya d'exercice ou d'une wilaya limitrophe en tant que représentants locaux du conseil national de l'ordre national, en attendant la création de conseils régionaux.

Chaque représentant local est tenu d'établir des comptes rendus trimestriels au conseil national de l'ordre national.

Article 23:

Le conseil national de l'ordre national est convoqué par son président. A l'occasion de chaque réunion, le président adresse aux membres du conseil national de l'ordre national ainsi qu'au représentant du ministre chargé des finances, le projet d'ordre du jour ainsi que tous les documents y afférents, quinze (15) jours avant la date de tenue de la réunion du conseil national de l'ordre national.

L'ordre du jour est arrêté puis adopté à la majorité des membres présents et/ou représentés au commencement de la réunion du conseil national. Un membre du conseil national de l'ordre national peut demander à inscrire un point supplémentaire à l'ordre du jour, avant son adoption.

Article 24 :

Le conseil national de l'ordre national se réunit au moins quatre (4) fois par an, sur convocation de son président.

Exceptionnellement, des réunions extraordinaires peuvent être tenues à l'initiative du président ou des deux tiers (2/3) des membres du conseil national de l'ordre national.

Article 25 :

Le conseil national de l'ordre national ne peut délibérer valablement qu'en présence de la majorité de ses membres.

Si cette majorité n'est pas atteinte, un second vote a lieu au cours d'une séance ultérieure comportant le même ordre du jour et faisant l'objet d'une seconde convocation.

La majorité des voix des membres présents dans ce cas est suffisante. A égalité des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Les décisions du conseil national de l'ordre national sont prises à la majorité des voix des membres présents et /ou représentés. En cas de partage des voix au sein du conseil national de l'ordre national, celle du président de séance est prépondérante.

Article 26 :

Un membre ne peut se faire mandater par un autre membre que pour une seule séance des réunions du conseil national de l'ordre national, ou à toute séance ultérieure comportant le même ordre du jour.

Le mandat doit être déposé et porté à la connaissance des membres présents avant la tenue de la réunion.

Article 27 :

La séance peut être suspendue, par le président après consultation des membres présents, ou à la demande écrite des deux tiers des membres présents. La date et l'heure de reprise de la réunion sont fixées séance tenante.

Article 28 :

Le secrétaire général rédige le procès-verbal de réunion du conseil national de l'ordre national, qui est contresigné par le président de séance et le représentant du ministre chargé des finances.

En cas d'absence du secrétaire général, un secrétaire de séance est désigné par les membres du conseil national séance tenante, à l'effet de rédiger le procès verbal de réunion.

Les décisions prises mentionnant les noms des membres présents, des membres représentés à la réunion et des membres absents sont portées sur un registre des délibérations coté et paraphé par le conseil national de la comptabilité.

La minute du procès verbal est lue et approuvée séance tenante par les membres du conseil national de l'ordre national et consigné sur le registre. Le procès verbal est établi sur la base de la minute puis transmis à l'ensemble des membres du conseil national de l'ordre national.

Article 29:

Les délibérations du conseil national ont un caractère strictement confidentiel.

SECTION 3

ATTRIBUTIONS DU CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE NATIONAL ET DES MEMBRES DU BUREAU DU CONSEIL NATIONAL

Article 30 :

Le conseil national de l'ordre national est chargé notamment :

- d'administrer et de gérer les biens meubles et immeubles de l'ordre national des experts comptables ;

- d'arrêter les comptes annuels, à la fin de chaque exercice, et les soumettre à l'assemblée générale annuelle, accompagnés de l'état d'exécution du budget de l'année et du projet de budget de l'exercice suivant.
  L'exercice budgétaire et comptable est fixé du 1er octobre au 30 septembre de chaque année. Ces comptes sont transmis au conseil national de l'ordre national pour leur arrêté avant leur présentation à l'assemblée générale annuelle ;
- de recouvrer les cotisations professionnelles décidées par l'assemblée générale;
- d'assurer la vulgarisation, la publication et la diffusion des résultats des travaux relatifs au domaine couvert par la profession ;
- d'organiser des séminaires de formation, colloques et congrès, ainsi que toute manifestation en relation avec les intérêts de la profession ;
- d'adhérer à toute organisation régionale ou internationale représentant la profession, sur autorisation du ministre chargé des finances ;
- de représenter l'ordre national des experts comptables auprès des pouvoirs publics et de toutes les autorités ainsi qu'à l'égard des tiers ;
- de représenter l'ordre national des experts comptables auprès d'organisations internationales similaires ;
- d'élaborer et de proposer des modifications du règlement intérieur de l'ordre national des experts comptables.

Article 31:

Le président représente le conseil national de l'ordre national dans tous les actes de la vie civile et devant la justice.

Il assure l'exécution des décisions du conseil national de la comptabilité et le fonctionnement régulier du conseil national de l'ordre national des experts comptables.

Il engage les dépenses dans la limite des budgets approuvés.

Il est notamment habilité pour:

- passer les marchés, baux et locations d'immeubles et tous autres contrat en rapport avec le fonctionnement de l'ordre national y compris le contrat de travail;
- réaliser les achats et ventes de meubles, procéder à la réforme des objets mobiliers hors d'usage ou inappropriés au service auquel ils sont destinés ;
- contracter des emprunts après décision du conseil national de l'ordre national des experts comptables;
- procéder à des propositions dans l'intérêt moral et matériel des professionnels auprès de toute institution ou organisme.

Le président peut, à son initiative ou sur proposition des membres du conseil national, faire appel à toutes personnes qui, en raison de leurs compétences particulières peuvent contribuer aux travaux du conseil national et assister à ce titre aux réunions du conseil national sans voix délibérative.

Article 32:

Le secrétaire général est chargé de l'organisation, du suivi et de la coordination des travaux des groupes de travail et de réflexion et des structures administratives du conseil national de l'ordre national. Tous les documents émanant du conseil national de l'ordre national et tous ceux relatifs à sa gestion sont signés conjointement par le président et le secrétaire général. En cas d'absence de l'un d'eux, il est remplacé par le trésorier.

Article 33 :

Le trésorier est dépositaire de tous les biens meubles et immeubles du conseil national de l'ordre national.

Il assure le recouvrement des cotisations et de toute somme due au conseil national et en délivre les quittances.

Il établit les projets de comptes annuels ainsi que le projet de budget. A la fin de chaque trimestre, il présente au conseil national la situation financière, accompagnée d'un état sur l'exécution du budget.

Les documents de paiements sont signés conjointement par le trésorier et le président. En cas d'absence du trésorier, les documents de paiements sont signés par le président et le secrétaire général.

Le trésorier établit le rapport financier et présente les comptes de l'ordre national des experts comptables à la fin de chaque année au conseil national de l'ordre national qui les arrête et les soumet à l'assemblée générale annuelle ainsi que le budget.

Article 34 :

Il est tenu auprès du secrétariat général du conseil national de l'ordre national, les registres ci-dessous énumérés :

- un registre des effectifs des professionnels ;
- un registre des cotisations ;
- un registre des délibérations des réunions du conseil national de l'ordre national ;
- un registre des recettes et dépenses ;
- un registre du patrimoine.

Article 35 :

En cas de démission, de refus de siéger ou de participer aux délibérations du conseil national de l'ordre national mettant le conseil national dans l'impossibilité de fonctionner, ou lorsque, à l'occasion d'élections, aucune candidature régulière n'est présentée, les attributions du conseil national de l'ordre national sont exercées par un administrateur provisoire désigné par le ministre chargé des finances pour une durée déterminée.

L'administrateur provisoire ne peut effectuer que des actes d'administration conservatoires. Il ne peut engager des dépenses au-delà des fonds disponibles et ne peut prendre de décisions définitives concernant le personnel du conseil national.
A l'expiration de la durée, un comité ad hoc chargé de l'organisation des élections est mis en place dont la composition est fixée par arrêté du ministre chargé des finances.

SECTION 4
LES GROUPES DE TRAVAIL ET DE REFLEXION

Article 36 :

Des groupes de travail et de réflexion peuvent être mis en place par le conseil national de l'ordre national pour permettre le fonctionnement, la création et la réalisation des missions du conseil national.

Article 37 :

Les rapporteurs des groupes de travail et de réflexion sont désignés par le conseil national de l'ordre national, sur proposition du président, parmi les confrères experts comptables inscrits au tableau de l'ordre national.

Article 38 :

Le rapporteur est chargé d'élaborer les comptes rendus des travaux réalisés qu'il présente au conseil national de l'ordre national.

TITRE II
DISPOSITIONS GENERALES

Article 39 :

Le conseil national de l'ordre national se réunit au siège du conseil national de l'ordre national.

Article 40:

Le conseil national de l'ordre national peut éditer et diffuser un bulletin d'informations sur l'activité du conseil national.

Le président peut informer les professionnels par une lettre d'information périodique.

Article 41 :

Les dispositions du présent règlement intérieur peuvent être modifiées ou complétées dans les mêmes formes et selon la même procédure ayant présidé à son élaboration.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

النظام الداخلي للمصف الوطني للخبراء المحاسبين

المادة الأولى: يحدد هذا النظام الداخلي كيفيات تنظيم و سير المصف الوطني للخبراء المحاسبين طبقا لأحكام المرسوم التنفيذي رقم 11-25 المؤرخ في27 يناير سنة 2011 المذكور أعلاه، و يدعى في صلب النص "المصف الوطني".

الباب الأول
تنظيم المصف الوطني للخبراء المحاسبين

المادة 2: يتشكل المصف الوطني للخبراء المحاسبين من الجهازين الآتيين :

- الجمعية العامة،
- المجلس الوطني للمصف الوطني للخبراء المحاسبين.

الفصل الأول
الجمعية العامة

المادة 3 : الجمعية العامة هي الجهاز التداولي للمصف الوطني للخبراء المحاسبين ، تتشكل من مجمل أعضائه المسجلين في الجدول و المحينة اشتراكاتهم.

تتكفل بما يلي:

- إبداء رأيها حول حصائل النشاط و التقرير الأخلاقي و الوضعية المالية و ميزانية المجلس الوطني للمصف الوطني،
- ابداء الرأي حول النظام الداخلي و كذا التعديلات المحدثة عليه،
- إجراء انتخابات أعضاء المجلس الوطني للمصف الوطني وتجديدهم،
- ترخيص شراء المباني،
- ترخيص الرعاية و الهبات و التبرعات بعد التحقق من التوافق مع أهداف المصف الوطني، و احترام التشريع ساري المفعول،
- تحديد مبلغ الاشتراكات السنوية،

- إبداء الرأي حول أي اقتراح لنقل المقر خارج ولاية الجزائر،
- إبداء الرأي حول اقتراحات المجلس الوطني للمصف الوطني للانضمام إلى الجمعيات الإقليمية أو الدولية التي تسعى إلى تحقيق نفس الأهداف أو لها أهداف مماثلة مع احترام الأحكام التشريعية و التنظيمية سارية المفعول،
- إبداء الرأي حول اقتراحات المجلس الوطني للمصف الوطني في مجال التوزيع الإقليمي للمصف،
- انتخاب ناظر من بين أعضائها لعهدة ثلاث (3) سنوات.

المادة 4: يستدعى المهنيون المسجلون في جدول المصف الوطني للخبراء المحاسبين لحضور جمعية عامة عادية على الأقل مرة في السنة ، خلال شهر أكتوبر باستدعاء من رئيس المجلس أو بطلب من ثلثي (2/3) أعضائه و ذلك أسبوعين (02) على الأقل قبل التاريخ المحدد للاجتماع.

يمكن أن تستدعى جمعيات عامة استثنائية بطلب من الرئيس أو من ثلثي (2/3) أعضاء المجلس الوطني أو بالتماس مكتوب ومبرر من خمس (1/5) أعضاء المصف الوطني للخبراء المحاسبين على الأقل.

إضافة إلى الأحكام المتعلقة بطريقة استدعاء الجمعية العامة المنصوص عليها في المادة 20 من المرسوم التنفيذي رقم 11-25 المؤرخ في 7 يناير سنة 2011 المذكور أعلاه، يمكن المجلس الوطني للمصف الوطني، عند الاقتضاء، إعلام الأعضاء عبر البريد الإلكتروني.

يجب أن تتضمن رسالة الاستدعاء ما يلي:

- اقتراح جدول الأعمال الذي يضبطه المجلس الوطني للمصف الوطني،
- تاريخ و وقت ومكان انعقاد الجمعية العامة،
- نص مشاريع القرارات المقترحة.

يجب أن توضع الوثائق التي تخضع لمصادقة الجمعية العامة لاسيما نص مشاريع القرارات المقترحة في متناول الأعضاء، خمسة عشر (15) يوما قبل انعقاد الجمعية العامة على الأقل .

تقوم الجمعية العامة بدراسة الاقتراحات المدرجة ضمن جدول أعمالها، و يمكن لها تعديلها.

المادة 5: تكون الجمعية العامة مفتوحة لكل خبير محاسب مسجل في جدول المصف الوطني للخبراء المحاسبين عند تاريخ انعقاد الجمعية العامة.

المادة 6: تنتخب الجمعية العامة مكتبا لها من بين الأعضاء الحاضرين، عن طريق التصويت باليد أو باحتساب عدد الأصوات.

يتكون المكتب المنتخب من رئيس الجلسة و من مساعدين اثنين (02) و مقرر جلسة.

يدير رئيس الجلسة أشغال الجمعية.

المادة 7 : تنتخب الجمعية العامة ناظرا لمدة ثلاث سنوات.

يكلف الناظر الذي تم انتخابه من بين أعضاء المصف الوطني للخبراء المحاسبين، بإعداد تقرير للجمعية العامة حول حسابات السنة المالية المقفلة بعد كل مراجعة يراها مفيدة.

تتعارض وظيفة الناظر مع تلك المتعلقة بعضوية المجلس الوطني للمصف الوطني.

لا يمكن الناظر أن يحصل إلا على تعويضات المصاريف المعروضة عليه عند أداء مهمته.

المادة 8: يجب على جميع الأعضاء الحاضرين عند بداية الجلسة، التوقيع على ورقة الحضور.

يتم التوقيع بناء على:

- تقديم البطاقة المهنية للمعني و / أو بطاقة هوية،
- تسديد الاشتراكات،
- التوكيل المحتمل للعهدة إلى عضو آخر.

يقوم مكتب الجمعية بالمصادقة على ورقة الحضور الموقعة من قبل الأعضاء الحاضرين أو ممثليهم و إرفاقها بمحضر اجتماع الجلسة.

المادة 9: لا يمكن أن يمثل عضو في المصف الوطني إلا عضوا آخرا في المصف الوطني.

لا يمكن لأي عضو من أعضاء المصف الوطني أن يحصل على أكثر من عهدة واحدة لتمثيل عضو آخر.

لا تكون الوكالة صحيحة إلا إذا تضمنت:

- توضيح تاريخ الجمعية العامة،
- التوقيع على العهدة بواسطة ختمه الرطب ورقم الإعتماد،
- اسم الوكيل،
- سبب التمثيل.

المادة 10: لا تصح مداولات الجمعية العامة إلا بحضور نصف الأعضاء الممارسين المسجلين في جدول المصف الوطني للخبراء المحاسبين على الأقل. و إذا لم يتم بلوغ النصاب المطلوب، يستدعى اجتماع ثان للجمعية العامة الذي يستوجب انعقاده في أجل ثلاثين (30) يوما ابتداء من تاريخ انعقاد الاجتماع الأول بنفس جدول الأعمال، و تصح مداولاتها مهما يكن عدد الأعضاء الحاضرين.

لكل عضو حاضر صوت واحد.

المادة 11: تصدر قرارات الجمعية العامة بأغلبية الأصوات الحاضرة أو الممثلة.

المادة 12: يقدم مكتب الجمعية العامة القرارات للمصادقة عليها في الجمعية العامة، يقوم بتحرير و التوقيع خلال الجلسة على محضر القرارات المتخذة، مع تبيان شروط المصادقة على كل منها.

المادة 13: في ختام كل جمعية عامة، يتم تسليم محضر القرارات المتخذة للمجلس الوطني للمصف الوطني، للنشر في الصحافة الوطنية.

الفصل الثاني
المجلس الوطني للمصف الوطني للخبراء المحاسبين

القسم الأول
تشكيلة المجلس الوطني للمصف الوطني للخبراء المحاسبين

المادة 14 : يتشكل المجلس الوطني للمصف الوطني من تسع (09) أعضاء منتخبين من طرف الجمعية العامة من بين الأعضاء المعتمدين و المسجلين في جدول المصف الوطني للخبراء المحاسبين و المحينة اشتراكاتهم.

يعتبر الأعضاء التسعة (09) المتحصلون على أكبر عدد من الأصوات منتخبين، و يعلنون على التوالي رئيسا و أمينا عاما و أمينا للخزينة و يتم توزيع الأعضاء الستة (06) الآخرون وفقا للترتيب المحدد حسب العد التنازلي للأصوات المحصل عليها. في حالة تساوي عدد الأصوات، يعتبر فائزا المترشح الأقدم في المهنة.

المادة 15: يتشكل مكتب المجلس الوطني للمصف الوطني من الرئيس و الأمين العام وأمين الخزينة.
يجتمع المكتب مرة واحدة (01) في الشهر على الأقل.

المادة 16: ينسق المجلس الوطني للمصف الوطني نشاطاته مع الوزير المكلف بالمالية، الذي يعين في هذا الصدد ممثله لدى هذا المجلس الوطني.

المادة 17: في حالة شغور منصب في المجلس الوطني لأي سبب مهما كان نوعه، يقوم باقي الأعضاء بتعويضه بالمترشح الأحسن ترتيبا في الانتخابات الأخيرة.

عندما يتعلق الشغور بمنصب رئيس المجلس الوطني، ينتخب أعضاء المجلس الوطني من بينهم الرئيس الجديد.

في حالة شغور ثلاثة مناصب في نفس الوقت، يستدعي الأعضاء الآخرون في المجلس الوطني جمعية عامة انتخابية لاستبدالهم.

ينهي الأعضاء المنتخبون عهدة الأعضاء الذين جاءوا لتعويضهم.

المادة 18: يحدد مقر المجلس الوطني للمصف الوطني في الجزائر العاصمة.

يمكن نقله إلى أي مكان من التراب الوطني بقرار من الوزير المكلف بالمالية، بناء على اقتراح من أعضاء المجلس الوطني للمصف الوطني و بعد موافقة الجمعية العامة.

القسم الثاني

تنظيم و سير المجلس الوطني للمصف الوطني للخبراء المحاسبين

المادة 19: تغطى نفقات المجلس الوطني للمصف الوطني أساسا بواسطة اشتراكات المهنيين، أشخاصا طبيعيين أو معنويين، المسجلين في جدول المصف الوطني للخبراء المحاسبين.

يجب على المهنيين أن يسددوا إجباريا مبلغ اشتراكاتهم، و إلا تعرضوا لعقوبة التوقيف أو الشطب، يحدد سنويا مبلغ الاشتراكات من قبل الجمعية العامة باقتراح من المجلس الوطني للمصف الوطني للخبراء المحاسبين، و بتقديم ميزانية تقديرية مكونة من نفقات التسيير و نفقات الاستثمار.

المادة 20: إن مهام أعضاء المجلس الوطني للمصف الوطني غير مأجورة، إلا أنه يرخص لهم تعويضهم عن المصاريف التي أنفقوها عند أداء مهامهم.

المادة 21 : بناء على اقتراح رئيس المجلس الوطني للمصف الوطني و بعد موافقة المجلس الوطني للمصف الوطني يعين:

- ثلاثة (03) أعضاء على الأقل من المجلس الوطني للمصف الوطني لدى المجلس الوطني للمحاسبة،
- عضوان (02) على الأقل من بين أعضاء المجلس الوطني للمصف الوطني و / أو أعضاء المصف الوطني للخبراء المحاسبين لدى كل لجنة من اللجان الخمسة متساوية الأعضاء المنشأة لدى المجلس الوطني للمحاسبة،

يلزم أعضاء المجلس الوطني للمصف الوطني بتوجيه عروض حال كل إجتماع، قصد إبلاغ المجلس الوطني للمصف الوطني بالقرارات المتخذة على مستوى المجلس الوطني للمحاسبة واللجان متساوية الأعضاء.

المادة 22: يجوز للمجلس الوطني للمصف الوطني، أن يعين بموجب قرار، من عضو (1) إلى عضوين(2) على مستوى ولاية النشاط أو الولاية المجاورة كممثلين محليين للمجلس الوطني للمصف الوطني، إلى حين إنشاء المجالس الجهوية.

يلزم كل ممثل محلي بإعداد عروض حال تقدم كل ثلاثي للمجلس الوطني للمصف الوطني.

المادة 23: يستدعى المجلس الوطني للمصف الوطني من قبل رئيسه. عند كل اجتماع، يرسل الرئيس لأعضاء المجلس الوطني للمصف الوطني و كذا ممثل الوزير المكلف بالمالية، مشروع جدول الأعمال

وجميع الوثائق المتعلقة به، خمسة عشر (15) يوما قبل موعد انعقاد اجتماع المجلس الوطني للمصف الوطني.

يضبط جدول الأعمال و يعتمد بأغلبية الأعضاء الحاضرين و / أو الممثلين عند بداية اجتماع المجلس الوطني.

يجوز لعضو المجلس الوطني للمصف الوطني طلب تسجيل بند إضافي في جدول الأعمال، وذلك قبل اعتماد جدول الأعمال.

المادة 24: يجتمع المجلس الوطني للمصف الوطني أربع (04) مرات في السنة، بدعوة من رئيسه. بصورة استثنائية، يجوز عقد اجتماعات غير عادية بناء على مبادرة من الرئيس أو ثلثي (3/2) أعضاء المجلس الوطني للمصف الوطني.

المادة 25: لا يمكن المجلس الوطني للمصف الوطني التداول قانونيا إلا بحضور أغلبية أعضائه.

إذا لم يتم بلوغ هذه الأغلبية، يجرى تصويت ثان في جلسة لاحقة، يتضمن نفس جدول الأعمال و تكون موضوع استدعاء ثاني.

في هذه الحالة، تكون أغلبية أصوات الأعضاء الحاضرين كافية.

في حالة تساوي الأصوات، يرجح صوت الرئيس.

تتخذ مقررات المجلس الوطني للمصف الوطني بأغلبية أصوات الأعضاء الحاضرين و/أو الممثلين. في حالة تساوي الأصوات على مستوى المجلس الوطني للمصف الوطني، يرجح صوت الرئيس.

المادة 26: لا يجوز لعضو المجلس أن يحصل على أكثر من وكالة من عضو آخر إلا في جلسة واحدة لاجتماع المجلس الوطني للمصف الوطني، أو أي جلسة لاحقة تتضمن نفس جدول الأعمال.

يجب إيداع الوكالة و إبلاغ الأعضاء الحاضرين بها، قبل انعقاد الاجتماع.

المادة 27: يجوز تعليق الجلسة من قبل الرئيس بعد التشاور مع الأعضاء الحاضرين، أو بناء على طلب خطي من ثلثي الأعضاء الحاضرين. يتم تحديد تاريخ و ساعة استئناف الاجتماع خلال الجلسة المنعقدة.

المادة 28 : يحرر الأمين العام محضر اجتماع المجلس الوطني للمصف الوطني، الذي يوقعه رئيس الجلسة وممثل الوزير المكلف بالمالية.

في حالة غياب الأمين العام، يعين أعضاء المجلس الوطني خلال الجلسة المنعقدة، أمينا للجلسة لتحرير محضر الاجتماع.

تسجل المقررات المتخذة و التي تتضمن أسماء الأعضاء الحاضرين، والأعضاء الممثلين في الاجتماع، و الأعضاء الغائبين في سجل يرقم و يؤشر عليه من قبل المجلس الوطني للمحاسبة.

يقرأ أعضاء المجلس الوطني للمصف الوطني النسخة الأصلية للمحضر و يوافقون عليها خلال عقد الجلسة و تسجل في السجل. يتم إعداد المحضر لاحقا بناء على النسخة الأصلية و يرسل لكل أعضاء المجلس الوطني للمصف الوطني.

المادة 29: تتمتع مداولات المجلس الوطني بطابع سري تام.

القسم الثالث

صلاحيات المجلس الوطني للمصف الوطني

وأعضاء مكتب المجلس الوطني

المادة 30: يكلف المجلس الوطني للمصف الوطني لاسيما:

- بإدارة و تسيير ممتلكات المصف الوطني للخبراء المحاسبين المنقولة و العقارية،
- اعتماد الحسابات السنوية في نهاية كل سنة مالية، و إخضاعها للجمعية العامة السنوية، مرفقة بكشف تنفيذ ميزانية السنة والميزانية المقترحة للسنة الموالية.

  تحدد الدورة الميزانية و المحاسبية من أول أكتوبر إلى 30 سبتمبر من كل سنة. ترسل هذه الحسابات إلى المجلس الوطني للمصف الوطني لضبطها قبل عرضها على اجتماع الجمعية العامة السنوية،
- تغطية الاشتراكات المهنية التي تقررها الجمعية العامة،
- ضمان تعميم و إشهار و نشر نتائج العمل في نطاق هذه المهنة،
- تنظيم حلقات تكوين و ندوات و مؤتمرات و كذا كل تظاهرة تتعلق بمصالح المهنة،
- الانضمام إلى كل منظمة إقليمية أو دولية تمثل المهنة، بترخيص من الوزير المكلف بالمالية،
- تمثيل المصف الوطني للخبراء المحاسبين لدى السلطات العمومية وجميع السلطات وكذا أمام الغير،
- تمثيل المصف الوطني للخبراء المحاسبين أمام المنظمات الدولية المماثلة،

- إعداد النظام الداخلي للمصف الوطني للخبراء المحاسبين و اقتراح تعديلاته.

المادة 31: يمثل الرئيس المجلس الوطني للمصف الوطني في جميع أعمال الحياة المدنية وكذا أمام العدالة.

يضمن تنفيذ المقررات الصادرة عن المجلس الوطني للمحاسبة و السير المنتظم للمجلس الوطني للمصف الوطني للخبراء المحاسبين.

يلتزم بالنفقات في حدود الميزانيات المصادق عليها.

يضطلع لاسيما بـ:

- - عقد الصفقات، وكراء وتأجير المباني و كل عقد له علاقة بسير المصف الوطني بما فيها عقود العمل،
- القيام بعمليات شراء وبيع المنقولات، وإجراء إصلاح المنقولات غير المستعملة و غير الصالحة للخدمة المخصصة لها،
- عقد قروض، بقرار من المجلس الوطني للمصف الوطني للخبراء المحاسبين،
- تقديم اقتراحات تهدف إلى تحقيق المصلحة المعنوية والمادية للمهنيين لدى كل مؤسسة أو هيئة.

يمكن رئيس المجلس الوطني للمصف الوطني بمبادرة منه أو باقتراح من أعضاء المجلس الوطني، اللجوء إلى كل شخص يمكن أن يسهم في أشغال المجلس بالنظر لخبرته الخاصة و حضور اجتماعات المجلس في هذا الشأن دون صوت تداولي.

المادة 32: يكلف الأمين العام بتنظيم و متابعة و تنسيق أشغال فرق العمل و التفكير و الهياكل الإدارية للمجلس الوطني للمصف الوطني . توقع جميع الوثائق الواردة من المجلس الوطني للمصف الوطني و كل تلك المتعلقة بتسييرها اليومي من قبل الرئيس والأمين العام . في حالة غياب أحدهم، يحل محله أمين الخزينة.

المادة 33: يؤتمن أمين الخزينة على جميع الممتلكات المنقولة وغير المنقولة للمجلس الوطني للمصف. يضمن تحصيل الاشتراكات و كل مبلغ واجب الأداء للمجلس الوطني مقابل وصل.

ينجز مشاريع الحسابات السنوية ومشروع الميزانية . عند نهاية كل ثلاثي، يعرض الوضعية المالية على المجلس الوطني، مرفقة بكشف عن تنفيذ الميزانية.

يتم التوقيع على وثائق المدفوعات من أمين الخزينة و الرئيس معا. في حالة غياب أمين الخزينة، يتم التوقيع على وثائق المدفوعات من طرف الرئيس و الأمين العام.

يقوم أمين الخزينة بإعداد التقرير المالي و يعرض حسابات المصف الوطني للخبراء المحاسبين في نهاية كل سنة على المجلس الوطني للمصف الوطني الذي يضبطها و يعرضها على الجمعية العامة السنوية و كذا الميزانية.

المادة 34: تمسك لدى الأمانة العامة للمجلس الوطني للمصف الوطني، السجلات المذكورة أدناه:

- سجل حول تعداد المهنيين،
- سجل الإشتراكات،
- سجل مداولات اجتماعات المجلس الوطني للمصف الوطني،
- سجل الإيرادات والنفقات،
- سجل الذمة المالية.

المادة 35: في حالة استقالة، رفض الحضور أو المشاركة في مداولات المجلس الوطني للمصف الوطني مما يحول دون السير العادي للمجلس الوطني للمصف الوطني، أو في حالة الانتخابات، عندما لا يقدم أي ترشح قانوني، يمارس متصرف مؤقت يعينه وزير المالية لفترة محددة، صلاحيات المجلس الوطني للمصف الوطني.

لا يمكن المتصرف المؤقت إلا أداء الأعمال الإدارية التحفظية. لا يمكنه الالتزام بنفقات تزيد عن الأموال المتاحة، ولا يمكنه اتخاذ مقررات نهائية تتعلق بمستخدمي المجلس الوطني.

في نهاية المدة، تنصب لجنة خاصة مكلفة بتنظيم الانتخابات تحدد تشكيلتها بقرار من الوزير المكلف بالمالية.

القسم الرابع

فرق العمل و التفكير

المادة 36 : يمكن وضع فرق عمل و تفكير من طرف المجلس الوطني للمصف الوطني للسماح بسير و إنشاء و إنجاز مهام المجلس الوطني.

المادة 37: يتم تعيين مقرري فرق العمل و التفكير من طرف المجلس الوطني للمصف الوطني، باقتراح من الرئيس، من بين الخبراء المحاسبين الزملاء المسجلين في جدول المصف الوطني.

المادة 38: يكلف المقرر بإعداد محاضر اجتماعات الأشغال المنجزة، التي يقدمها إلى المجلس الوطني للمصف الوطني.

الباب الثاني

أحكام عامة

المادة 39: يجتمع المجلس الوطني للمصف الوطني في مقر المجلس الوطني للمصف الوطني.

المادة 40: يمكن المجلس الوطني للمصف الوطني إعداد و نشر نشرية إعلامية عن نشاط المجلس الوطني.

يجوز للرئيس إبلاغ المهنيين برسالة معلومات دورية.

المادة 41: يمكن تعديل أحكام هذا النظام الداخلي أو إتمامها وفق نفس الأشكال و حسب نفس الإجراء الذي اتبع عند إعداده.